



Sydney après les jeux olympiques, Royal Easter Sideway

Après la compétition olympique, le village urbain durable

L'apport des jeux d'été de 2000 à Sydney, Australie

Gérald Billard

Toute métropole globale possède une main-d'œuvre qualifiée et diversifiée, des universités, des infrastructures immobilières, de transport et de communication qui correspondent aux critères des sociétés internationales. Cependant, au-delà du simple inventaire des actifs urbains (par exemple les surfaces de bureaux disponibles), ce qui différencie définitivement une ville d'une autre, tient dans sa capacité à articuler des facteurs qualitatifs spécifiques pour se façonner une image lui permettant d'être identifiée comme unique dans le monde (Dean P., 2005, p. 51). Cette image se construit grâce à la diffusion d'une iconographie urbaine mixant des éléments identitaires du paysage urbain lors de l'organisation de manifestations de dimension internationale.

Mises à part Tokyo, Londres, New York, la hiérarchie mondiale reste floue et Sydney tente de trouver sa position, en particulier dans l'aire Asie-Pacifique. Si l'opéra se présente comme une icône urbaine mondialement reconnue, si la baie, le climat, les nombreux espaces verts et le redéveloppement du centre-ville confèrent à Sydney un caractère à la fois hédoniste et économiquement attractif, l'accueil des Jeux Olympiques d'été en 2000 a définitivement confirmé l'attractivité de la plus grande agglomération australienne¹. McKay et Plumb (2001, p. 18) insistent par exemple sur le potentiel de retour sur investissement possible de l'Après-Olympiades, notamment dans le domaine du tourisme : les Jeux ont contribué à faire de Sydney une carte postale vivante et trois mois après leur clôture, Sydney enregistrait une arrivée de touristes de 11 % supérieure au dernier record mensuel enregistré.

Quand les enjeux métropolitains rencontrent les Jeux Olympiques

« Les Jeux Olympiques se vendent eux mêmes comme la plus grande manifestation globale et récurrente du monde contemporain en faisant notamment la promotion de valeurs universelles telles que l'amitié internationale, la paix, la jeunesse ou la performance » (Tomlinson, 2004, p. 147). Mais les Jeux Olympiques qui consistent en la confrontation d'athlètes des cinq continents sous le signe d'idéaux présentés comme universalistes sont également un moyen pour les grandes métropoles internationales de trouver une visibilité susceptible de renforcer leur pouvoir d'attraction (Augustin J.-P., 1995 ; Augustin J.-P., Gillon P., 2004), comme en témoigne la notoriété mondiale gagnée par Barcelone en 1992 ou encore Atlanta en 1996.

Dans un contexte de désengagement financier fédéral, la course à l'organisation de méga-événements à laquelle se livrent les métropoles américaines illustre bien ces enjeux du *marketing* territorial prometteurs de retombées économiques. Initialement, neuf villes (Cincinnati, Dallas, Houston, Los Angeles, New York, San Francisco, Tampa et le binôme Washington DC/Baltimore) s'étaient lancées dans la course à l'accueil des JO de 2012 (Andranovich G., Burbank M., Heying C., 2001, p. 128), avant que New York City soit choisie par le Comité américain pour présenter sa candidature au CIO. Pour les Jeux de 2016, pas moins de trois agglomérations (Los Angeles, San Francisco, Chicago) se livrent encore une compétition à distance pour représenter la candidature des États-Unis. Atlanta, hôte des Jeux de 1996, reste certainement l'exemple le plus spectaculaire de l'utilisation par les autorités locales de la notoriété des Jeux pour développer une stratégie *marketing* apte à positionner la ville en termes de destination touristique

1. 4,1 millions d'habitants.



Gérard Billard

Sydney, stade olympique

internationale et de *world class business city* (Lenskyj H., 2004).

Pourtant au début des années soixante-dix, peu de villes voulaient accueillir les Jeux. La répression sanglante des manifestations d'étudiants pendant les Jeux de Mexico (1968), la prise en otage d'athlètes Israéliens   Munich (1972), la banqueroute de Montréal (1976) qui généra une dette publique d'un milliard de dollars ou encore le boycottage des Jeux de Moscou (1980) avaient restreint le nombre de villes candidates. Point d'orgue de cette frilosité olympique, Los Angeles qui organisa les Jeux en 1984, fut la seule ville à rester en course après le retrait de Téhéran. Néanmoins, Los Angeles marqua un tournant dans l'histoire de l'organisation des Jeux.

En s'affranchissant de la maîtrise d'ouvrage exclusivement publique et en s'appuyant sur des capitaux privés (sponsors, promoteurs), les Jeux deviennent économiquement rentables : un modèle de *management* qu'adoptera définitivement le Comité International Olympique sous la direction de Juan Antonio Samaranch qui présida en 1984 ses premiers Jeux. Depuis vingt ans, nous assistons à une captation américaine des revenus des Jeux qui retentit en amont sur leurs formes organisationnelles et se traduit par la multiplication de grands *sponsors*.   Sydney, dix des super *sponsors* contribuant à 16 % des revenus du comité d'organisation étaient en majorité des entreprises contrôlées par des capitaux américains (Coca Cola, McDonald, Kodak, Visa, Xerox, Sport Illustrated...) et 50 % des revenus venaient des droits de cession des images aux médias dont une grande partie est aussi  tats-unienne : seuls 18 %

des revenus venaient de *sponsors* Australiens (Lenskyj H., 2004, p. 16).

En 2001, McKay et Plumb (2001) publiaient un rapport démontrant l'impact financier positif que génère désormais l'accueil des Jeux : Séoul, Atlanta et Barcelone ont bénéficié respectivement de 2,6, 5,1 et 16,6 milliards de dollars d'investissements directs pré et post olympiques. Concernant Sydney, environ 100 000 emplois à plein temps ont été créés entre 1994 et 2006 et 4,3 milliards de dollars injectés dans l'économie locale. Les Jeux d'été sont devenus depuis vingt ans une manifestation convoitée à l'échelle planétaire.

Une opportunité pour investir dans les infrastructures urbaines

Le principe d'internationalisation et d'organisation itinérante des Jeux Olympiques d'été décrété depuis le début de l'aire moderne puis la globalisation du phénomène olympique ont sans doute pour effet déterminant de rendre l'organisation d'un tel  v nement impossible en dehors d'une métropole possédant déjà des infrastructures de niveau mondial ou capable à terme de les amortir.

Bien que la réception des Jeux Olympiques d'été soit par nature éphémère, la programmation des équipements ne se limite plus seulement à fournir un lieu de pratique sportive mais recoupe aussi des enjeux économiques, de vie sociale ou encore d' ducation Augustin (1995) : l'organi-

	Atlanta 1996	Sydney 2000	Athènes 2004
Pays représentés	196	199	202
Athlètes	10 630	10 975	11 099
Tickets vendus	8 384 290	6 679 792	3 581 080
% de tickets vendus	82,3 %	87,8 %	66 %

Source : CIO, 2005. Globalisation des participations et volume des spectateurs durant les trois dernières olympiades d'été.

sation des Jeux Olympiques implique la construction d'infrastructures d'accueil, de transport et de communication et marque souvent une transformation urbaine profonde. Cette tendance se confirme d'ailleurs lors de l'examen des cas des trois olympiades précédant Sydney : Séoul avec la viabilisation du site de Chamsil (sud de l'Han River) victime auparavant de pollution et d'inondation (McKay M., Plumb C., 2001, p. 6) ; la requalification globale de la zone littorale nord-est entre Barceloneta et Poble Nou pour les JO de Barcelone (Ward S., 2002, p. 373) ; la tentative de reconquête des quartiers centraux avec la création du Centennial Olympic Park à Atlanta. À Barcelone, « les Jeux furent conçus non pas comme un événement éphémère mais, tout au contraire, utilisés comme un levier pour combler les grandes carences de l'organisation physique de la ville » (Gotlieb C., 2004, p.15). Cette réflexion sur un projet global à l'échelle de la métropole (Ward S., 2002, p. 373), fait de la capitale Catalane le cas le plus proche de celui de Sydney.

L'articulation entre Jeux Olympiques et projet urbain devrait se renforcer au cours du XXI^e siècle si nous tenons compte des exigences du CIO. En effet, le questionnaire à remplir pour les villes candidates à l'organisation des JO de 2012 comporte une réflexion sur « Concept et Héritage des Jeux Olympiques » qui invite la ville candidate à formuler sa vision des Jeux Olympiques et à expliquer comment cette vision s'intègre dans la planification à long terme de la ville : quel est l'héritage attendu par la ville, la région et le sport dans le pays hôte après les Jeux Olympiques »². Les Jeux Olympiques auraient et pourraient ainsi avoir une incidence positive sur le renouvellement urbain et donc l'investissement indispensable à la reconquête des espaces centraux ou péri-centraux des grandes métropoles, dont le manque de confort provoque l'étalement à la périphérie. (McKay M., Plumb C., 2001, p. 7). Une corrélation semble ainsi se manifester entre régénération urbaine, c'est-à-dire l'obligation qui contraint les pouvoirs publics à intervenir pour reconquérir les espaces en friche (Chaline C., 1999) et installations olympiques. Mais dans un souci de gestion du legs olympique, le projet urbain ne doit pas simplement s'inscrire dans le champ de l'urbanisme opérationnel ou de la performance architecturale. Il se doit de manifester une capacité de gouvernance qui fasse du projet urbain une intervention sur la ville, en tant que cité devant permettre « de toucher les décideurs et d'emporter l'adhésion de la population du quartier ou de la commune autour de l'af-

firmation d'une identité collective et d'une conception partagée de l'avenir collectif » (Merlin P., Choay F., 1996, p. 644). Les déclarations, (notamment de J.-A. Samaranch) qualifiant les Jeux de Sydney des « meilleurs ayant été jamais organisés »³, ont salué l'immense travail effectué entre 1995 et 2000 par les Australiens⁴.

Localisé à Home Bush Bay et situé sur une ancienne friche industrielle polluée (abattoirs, dépôt de l'armée...), le Sydney Olympic Park a fait l'objet d'un traitement environnemental étonnant. Outre les équipements sportifs (Stade Olympique, Aquatic Center, Sport Center, Superdome, Tennis Center...), les hôtels et la gare qui constituent les équipements structurants de ce site de 635 hectares, 400 hectares du parc olympique ont été aménagés en espaces verts et en réserve naturelle (zone humide). Aujourd'hui, tout est mis en œuvre pour assurer une gestion durable de ce parc olympique à la vocation en théorie éphémère. Le stade olympique, à l'origine de 110 000 places, a été réduit à 80 000 pour assurer la rentabilité de l'installation. L'ensemble du site fait l'objet d'un ambitieux plan d'aménagement visant à développer les fonctions résidentielle, industrielle, sociale, culturelle et touristique du lieu. Avec 6,8 millions de visiteurs en 2003, toutes activités confondues, le Sydney Park Olympique s'est imposé non seulement comme le principal pôle sportif de la métropole et du pays (rugby, rugby à 13, football australien, football, basket, tennis...) mais également comme un complexe culturel majeur (musée aborigène ; concerts rock et classique ; cinéma en plein air) et un centre de festivités (Foire Nationale, carnaval, marché traditionnel). De plus, en 2003, 90 000 enfants ont participé à des programmes éducatifs environnementaux et plus de 750 000 personnes ont simplement profité des espaces verts et des parcs naturels.

2. Comité International Olympique, mai 2004, Procédure de candidature et questionnaire pour 2012, Jeux de la XXX^e Olympiade en 2012, Lausanne, p. 71.

3. Déclaration faite lors de la cérémonie de clôture de Sydney 2000 et rééditée dans l'édito de la *Revue Olympique* de octobre-novembre 2000. Jacques Rogge, actuel président du CIO, fut un peu moins démonstratif à l'issue d'Athènes 2004 qualifiant les Jeux de « brillamment organisés et laissant aujourd'hui un extraordinaire héritage sportif et urbain à la ville hôte, au pays et aussi aux générations futures » (*revue Olympique*, octobre/décembre 2004, p. 7).

4. OCA Annual report, 2001.



Newington, habitat individuel



Newington, habitat collectif

Recycler les infrastructures Olympiques : le cas de Newington

Le point faible des villages Olympiques reste souvent leur insertion dans le tissu urbain existant (Millet L., 1997). La prédominance de la fonction résidentielle qui conduit souvent à un mono-usage du lieu est un frein à la viabilité et l'attractivité de ce type d'aménagement après les Jeux. Le 13 décembre 1996, le consortium privé (MLLVC) composé des entreprises Mirvac et Lend Lease fut choisi pour dessiner, financer et construire un village Olympique innovant de 470 millions de AUD⁵ (282 millions d'euros) sur 90 hectares, dans l'immédiat prolongement nord-ouest du parc Olympique.

L'objectif initial d'un village olympique est d'abord de recevoir les athlètes et le personnel d'accompagnement accrédités (environ 15 000 personnes) dans un complexe résidentiel, sûr, confortable qui les aide à se sentir chez eux et

à se préparer mentalement et physiquement à participer aux Jeux⁶.

La double originalité du projet résidait dans la construction d'une structure d'hébergement s'appliquant à démontrer la maîtrise des Australiens en matière d'ingénierie environnementale et prévue pour être transformée à la fin des Jeux en une zone résidentielle viable économiquement et attractive par ses qualités environnementales.

Entièrement construit sur une friche militaire (un ancien dépôt de munitions et de matériel de la Royal Australian Navy) située dans la municipalité d'Auburn, le village Olympique a été conçu pour que « l'Australie mette en scène la réponse environnementale pouvant être apportée au développement urbain » (Challinor C., 1999, p. 298). Effectivement, que ce soit en matière de production et de consommation énergétiques (maisons équipées de panneaux solaires, normes d'isolation maximum...), de gestion des ressources en eau (recyclage optimisé, usage de plantes indigènes pour limiter l'irrigation des espaces verts...), de traitement des déchets (recyclage y compris des matériaux de construction durant l'aménagement du site), l'optimisation écologique du projet d'aménagement est remarquable.

Les logements font aussi l'objet d'un traitement spécifique : chaudière d'eau chaude fonctionnant à l'énergie solaire, isolation systématique, positionnement des fenêtres pour permettre une luminosité et une ventilation optimum, utilisation de bois de charpente provenant d'exploitations respectant les principes du développement durable. Plus de 11 000 arbres ont été plantés (MLLVC, 2003, p. 1) et le site est bordé par une réserve naturelle au nord et un parc (zone humide) sur toute sa frange est. Le recours à des produits peu ou non toxiques à l'intérieur des logements (peintures, traitement anti-termites...) relève d'une préoccupation de santé publique originale.

Enfin, un réseau de chemins piétonniers sillonnant dans la zone résidentielle, l'aménagement de pistes cyclables et la desserte de la zone par les transports en commun (y compris une connexion par bus à la gare RER du parc olympique) ont vocation à réduire les déplacements automobiles.

Contrairement à la prévision pessimiste qui estimait à plus de 200 millions de dollars (120 millions d'euros) la contribution des contribuables pour ce projet, le consortium MLLVC n'a pas reçu plus de 50 millions du gouvernement australien et a même versé une taxe sur les plus-values d'environ 17 millions de dollars à l'issue de la commercialisation de Newington. Le centre commercial de 6500 m² (Newington Marketplace) où la société Woolworth, avec un supermarché sur 3800 m², est le prin-

5. 1 AUD (Australian dollar) = 0,6 euro.

6. Directives du CIO concernant la construction du village olympique et les conditions minimales requises pour les équipes olympiques.

principal opérateur, ainsi que le parc d'activités de hautes technologies (Newington Business park) dont Nike est l'un des principaux occupants, développé à l'ouest de la zone résidentielle sur 9,4 hectares, a permis de créer environ 1600 emplois. Prévus à l'origine pour environ 1600 logements, la structure résidentielle se compose actuellement de 1900 appartements et maisons en accession à la propriété. MLLVC en 2004 annonçait un *boom* sans précédent de la demande attirée par la qualité d'une opération ayant déjà reçu à ce jour plus de trente récompenses internationales que ce soit pour sa qualité architecturale et pour le *management* environnemental du projet.

« Newington est un projet qui pose les normes d'une éthique environnementale associant des techniques de pointe, traitement architectural et écologique de la planification urbaine, et une réponse aux attentes sociales du développement » (Challinor C., 1999, p. 301).

La spécificité écologique de l'aménagement contribue certainement à l'attractivité de Newington. Mais plus globalement, c'est l'apparence physique de qualité de vie se dégageant de l'ensemble qui peut expliquer la réussite commerciale de cette opération immobilière.

Le consortium MLLVC a bien entendu cherché à maximiser les densités résidentielles sans dépasser un seuil critique au-delà duquel le marché se referme. Le modèle urbain dominant en Australie est celui de la maison avec jardin (Billard G., Madoré F., 2004). La densité maximale a donc été fixée à environ 5000 résidents, pour un parc résidentiel dans lequel cohabitent petits immeubles de trois étages et maisons individuelles. Le Newington Marketplace, centre commercial articulé autour d'une *plazza* et comprenant une douzaine de magasins, offre un service de proximité inhabituel pour un développement suburbain. L'interaction sociale déjà favorisée par les nombreux parcs et les cheminements pédestres est prolongée par l'ouverture d'une crèche et d'une école primaire ainsi que l'organisation d'un carnaval annuel, d'un concours de maisons fleuries ou d'autres manifestations de proximité.

L'intégration métropolitaine du projet a été facilitée par une connectivité multimodale héritée des obligations Olympiques (voie rapide M4, bus, RER et ferry) qui permet d'accéder rapidement au centre de Sydney à l'est (14 km) et à celui de Paramatta à l'ouest (9 km), deuxième centre urbain de l'agglomération. Enfin, les habitants ont à leur porte les anciennes installations olympiques sauvegardées l'Aquatic Center, les espaces verts ou encore les 35 km de sentiers pédestres et VTT du Sydney Olympic Park (683 hectares). Le village olympique s'est ainsi mué en village urbain avec de fortes références au *New Urbanism*. Ce courant urbanistique en vogue aux États-Unis combat l'anomie *a priori* inhérente à l'étalement urbain et sacralise la notion communautaire en misant sur les vertus bénéfiques de l'urbanisme en termes d'accumulation de capital social. Cependant, beaucoup d'opérations inspirées du

New Urbanism ne sont que des projets de taille modeste qui n'influent pas de manière structurelle sur les tendances lourdes caractérisant le développement des aires métropolitaines. Newington ne règle en rien, au contraire, les problèmes de ségrégation socio-spatiale que connaît Sydney et la dépendance à l'automobile trop importante des Australiens.

L'un des mérites de Newington reste de proposer une micro-alternative financièrement rentable et socialement acceptable par rapport au développement suburbain peu dense classique. Par ce biais, l'Australie renforce son image avant-gardiste et donc, normative en matière de développement durable urbain. Il émane de la banalisation du village olympique « la volonté de démontrer que Newington pouvait devenir une norme acceptée par le marché immobilier et que les principes du développement durable pouvaient être un peu plus ancrés dans la société » (Challinor C., 1999, p. 298).

Le cas de Sydney impose-t-il une nouvelle norme olympique ?

Pour Jean-Louis Chappelet (2000, p. 43), « les Jeux de Sydney constituent un nouvel étalon auquel devront se mesurer les prochains comités d'organisation ». L'auteur souligne ainsi la bonne gestion du temps dans la préparation des Olympiades (des sites sportifs prêts un an avant l'ouverture des Jeux), un budget équilibré (avec notamment 1 milliard d'euros de revenus issus des vingt-quatre *sponsors* principaux et des droits de diffusion à la télévision) ainsi que la bonne gestion des 47 000 volontaires et de l'information (8,7 millions visiteurs sur le site Internet officiel des Jeux). Chappelet (2000, p. 47) exacerbe aussi le modèle managerial politico-administratif de Sydney 2000 à la fois décentralisé, avec de multiples organismes spécialisés dans un aspect spécifique de l'organisation des Jeux, mais toujours étroitement liés à l'État et aux collectivités locales.

Pourtant Owen (2002) et Lenskyj (2002, 2004) dénoncent certaines dérives qui ont conduit le gouvernement de la Nouvelle Galle du Sud à adopter une législation permettant de simplifier le processus de planification et de conduite d'opérations d'aménagement pour tenir les délais avant l'ouverture des Jeux (en limitant la démocratie participative, par exemple). Le conseil municipal de Ryde, ville hôte des compétitions de water-polo, aurait ainsi « caché des informations au public lors de l'élaboration et la réalisation du Ryde Aquatic Leisure Centre, remettant en cause le Freedom of Information Act de 1989 » (Owen K., 2002, p. 331). Cet auteur note aussi le peu de cas fait des problèmes de hausse globale des loyers et le traitement peu social de l'aménagement. À Newington, le prix d'achat minimum d'un appartement

atteint un prix plancher de 400 000 AUD (240 000 euros) et pour une maison, de 600 000 AUD (360 000 euros)⁷. Le coût de ces logements donne au village urbain une allure de banlieue pour classes moyennes supérieures exclusivement. En 2003, les autorités gestionnaires du parc Olympique ont lancé une nouvelle opération d'aménagement de 282 millions d'euros (Sydney Olympic Park's Town Centre) qui comprendra 736 appartements dont seulement 22 à vocation sociale.

Bien que ce village témoigne de la volonté gouvernementale australienne promouvoir la consolidation urbaine (densification), la recherche de rentabilité financière pour la régénération urbaine inhérente à la construction du site Olympique s'accompagne d'un désengagement progressif des collectivités locales. Ceci conduit inexorablement à une privatisation du développement résidentiel qui profite en majorité aux ménages issus des classes moyennes et supérieures (Billard G., Madoré F., 2004). Sydney n'échappe pas à ce mouvement global qui conduit les grandes métropoles sur la voie de l'entrepreneurialisme (Owen K., 2002).

L'accumulation des avantages métropolitains

Plus la globalisation s'intensifie, plus la concurrence entre les principales villes du monde augmente. C'est certainement lors des candidatures pour l'obtention des Jeux Olympiques (ou d'autres compétitions sportives mondiales) que cette compétition est la plus manifeste. Un tel événement est une « opportunité pour une métropole de capter l'attention d'une audience mondiale phénoménale » (McKay, Plumb, 2001, p. 2). Mais cette concurrence ne s'inscrit pas véritablement dans le mouvement de globalisation de l'économie : cette compétition entre grandes villes se joue au final entre les métropoles du monde développé. « L'Afrique, l'Amérique du Sud et l'essentiel de l'Asie, c'est-à-dire l'ensemble des pays sous-développés, ont très rarement été candidates et n'ont jamais obtenu l'attribution des Jeux » (Augustin J.-P., 1995, p. 34).

La *short list* de laquelle est sortie Londres, la ville organisatrice des Jeux de 2012, se composait de cinq villes (Paris, Londres, Madrid, Moscou, New York) appartenant toutes à un pays membre du G8, à l'exception de l'Espagne. À l'origine, Rio de Janeiro (12 millions d'habitants), Istanbul (10 millions) et La Havane (2 millions) étaient également en compétition mais ont été écartées (avec Leipzig) de la première sélection : « Le groupe de travail conclut que Leipzig, Istanbul, La Havane et Rio de Janeiro n'ont pas, à l'heure actuelle, la capacité requise pour accueillir les Jeux Olympiques de 2012 » (CIO, 2004, p. 92). Les trois dernières villes citées ont échoué en raison notamment d'un manque global d'infrastructures préexistantes ou de leur difficile faisabilité, de la faiblesse du projet de transport, des problèmes de sécurité et sûreté pouvant se poser pendant les

Jeux, de la fragilité du volet financier et d'un projet global⁸ peu satisfaisant (CIO, 2004). À l'exception de Pékin (2008) dont la candidature s'inscrit sous la tutelle d'un État omnipotent et ayant offert une caution financière sans limite, il semble difficile que l'organisation des Jeux Olympiques d'été puisse échapper dans un avenir proche à une métropole d'un pays développé ayant un rayonnement international confirmé, possédant *a priori* des actifs urbains de dimension mondiale (stades, aéroports, hôtels, réseaux de transport en commun, etc.) et selon Millet (1997), une population suffisante (supérieure à 2,5 millions). La ville choisie doit pouvoir dédier au minimum 1000 hectares aux installations olympiques.

Mais les métropoles du monde développé peuvent aussi voir échapper la précieuse manne pour d'autres raisons. Face à l'échelle organisationnelle d'un tel événement et le respect des échéances draconiennes imposées par le CIO, les autorités publiques doivent s'affranchir des procédures habituelles. Lenskyj (2002) souligne d'ailleurs que malgré leur organisation dans des pays démocratiques, les Jeux Olympiques ont parfois bafoué les pratiques quotidiennes en matière de consultation et d'implication des citoyens dans les politiques urbaines, sociales et environnementales. En Australie, le gouvernement de Nouvelle Galles du Sud est à l'initiative de lois qui ont accéléré les processus d'aménagement urbain, renforcé la centralisation au détriment des municipalités et encouragé la privatisation de certains équipements. Ce même gouvernement a promulgué entre 1997 et 1998 une série de décrets pour limiter les possibilités de réunions publiques et dissoudre plus facilement les organisations jugées indésirables, suivant ainsi les recommandations de l'article 61 de la Charte olympique : « la ville et la nation hôtes garantissent qu'il n'y aura aucune manifestation hostile ». Comme à Sydney avec la Anti-Olympic Alliance créée en février 2000, de nombreuses coalitions se sont formées à Barcelone, Denver, Melbourne, Nagano, Toronto, Salt Lake City ainsi que Vancouver pour apostropher les autorités organisatrices. La question posée par ces mouvements est souvent simple : quel est le coût réel de l'accueil des Jeux Olympiques pour une métropole si sont également évalués les dommages collatéraux (démocratiques, fiscaux, sociaux, environnementaux...) ? La stabilité politique d'un pays hôte fait acte de caution pour le CIO mais la démocratie consacre un droit à la contestation qui pourrait s'avérer un aléa supplémentaire dans le dossier de certaines villes candidates

7. Relevé G. Billard, avril 2005, Newington Village Real Estate.

8. La notion de projet global tient compte de quatre éléments : la compréhension des besoins olympiques, l'adéquation entre besoins des Jeux et infrastructures générales de la ville/région, de l'expérience générale que vivraient les athlètes et de l'héritage post-olympique.

Références bibliographiques

Andranovich G., Burbank M., Heying C., (2001), « Olympic cities : lessons learned from mega-event politics », *Journal of Urban Affairs*, vol. 3, n° 2, pp. 113-131.

Augustin J.-P., Gillon P., (2004), *L'olympisme, bilan et enjeux géopolitiques*, Paris, Armand Colin, pp. 125-162.

Augustin J.-P., (1995), *Sport, Géographie et Aménagement*, Paris, Nathan.

Billard G., Madoré F., (2004), « Fortress Australia », *Revue Urbanisme*, Paris, n° 337, pp. 56-60.

Burgel G., (2004), « Athènes, une forme Olympique ? », *Urbanisme*, n° 337, pp. 24-30.

Chaline C., (1999), *La régénération urbaine*, Paris, PUF.

Challinor C., (1999), « The olympic Village : showcasing sustainable planning and urban design », *Landscape Australia*, n° 4, pp. 298-302.

Chappelet J.-L., (2000), « Le management des Jeux Olympiques : les leçons à tirer de Sydney », *Revue Olympique*, octobre-novembre, pp. 43-47.

CIO, (2004), *Rapport du groupe de travail du CIO pour l'acceptation des candidatures à la commission exécutive du CIO*, Lausanne.

Dean P., (2005), « The construction of Sydney's global image », in Read S., Rosemann J., Eldijk J., *Future City*, London and New York, Spon Press, pp. 48-59.

Gotlieb C., (2004), « Le plan stratégique métropolitain de Barcelone », *Diagonal*, n° 164, pp. 14-17.

Haynes J., (2001), *Socio-economic impact of the Sydney 2000 Olympic games*, Seminar of the International Chair in Olympism, Centre d'Estudis Olímpics i de l'Esport, Barcelone.

Lenskyj H., (2004), « Making the world safe for global capital : the Sydney 2000 Olympics and beyond », in Bale J., Christensen M. (ed.), *Post-Olympism : questioning sport in the Twenty-first Century*, New York, BERG, pp. 135-145.

Lenskyj H., (2002), *The Best olympic ever : social impact of Sydney 2000*, State University of New York Press.

McKay M., Plumb C., (2001), « Reaching beyond the gold : the impact of the Olympic Games on real estate markets », *Global Insights*, LaSalle Investment Management, Issue 1.

Merlin P., Choay F., (1996), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF.

Millet L., (1997), « Les villages Olympiques après les Jeux », in Miquel de Moragas Spà, Montserrat Llinès, Bruce Kidd (eds.), *Olympic villages : a hundred years of urban planning and shared experiences*, International Symposium on Olympic Villages, Lausanne, CIO.

MLLVC, (2003), *Newington News*, Summer.

Munoz F., (1997), « Historic evolution and urban planning. Typology of olympic village », in Miquel de Moragas Spà, Montserrat Llinès, Bruce Kidd (eds.), *Olympic villages : a hundred years of urban planning and shared experiences*, International Symposium on Olympic Villages, Lausanne, CIO.

Olympic Co-Ordination Authority, (2001), *Annual report*, Sydney.

Owen K., (2002), « The sydney 2000 Olympic and urban entrepreneurialism : local variations in urban governance », *Australian Geographical Studies*, vol. 40, n° 3, pp. 323-336.

PriceWaterHouseCoopers, (2002), *Business and Economic Benefits of the Sydney 2000 Olympic Games : a collation of evidence*, rapport.

Tomlinson A., « The Disneyfication of the Olympics », in Bale J., Christensen M. (ed.), *Post-Olympism : questioning sport in the Twenty-first Century*, New York, BERG, pp. 147-163.

Ward S., (2002), *Planning the Twentieth-Century City : the advanced capitalist world*, New York, John Wiley and Sons Ltd, pp. 373-374.

Biographie

GÉRALD BILLARD, maître de conférences en géographie urbaine et aménagement au Département de géographie de l'Université de Rouen, est responsable d'un Master professionnel sur le traitement de l'information géographique pour l'aménagement et le développement.

Co-auteur en 2005 de l'ouvrage *Ville fermée, ville surveillée. La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*, PUR, il est auteur en 2006 de plusieurs fiches thématiques sur les grandes métropoles (Los Angeles, Phoenix, New York, Shanghai, Pékin, Sydney, Pretoria) dans l'ouvrage *Le commentaire de paysages en géographie humaine*, (dir.) F. Madoré, Armand Colin. Co-auteur de deux articles sur l'Australie urbaine dans la revue *Urbanisme* (2006, 2004). Participation en 2006 au *50th International World Congress of the Federation for Housing and Planning* à Genève, titre de la communication : « De l'invisible au visible : chronique de l'évolution des ségrégations socio-spatiales à Sydney ».

gerald.billard@univ-rouen.fr